

La Gazette des Comores

Paraît tous
les jours sauf
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

22^{ème} année - N° 4136 - Mercredi 1er Juin 2022 - Prix : 200 Fc

HAUSSE DES PRIX À LA POMPE :

La FCC réclame «des mesures urgentes d'accompagnement»



Nasra Mohamed Issa Présidente FCC.

HAUSSE DE PRIX DU CARBURANT

Les comoriens se réveillent avec une anarchie des prix

LIRE PAGE 3

VACCINATION DES 12-17 ANS

En 15 jours, 63,9% de la cible est déjà vaccinée à Anjouan

LIRE PAGE 5

FOOTBALL

J-2Coelachantes contre Lesotho

LIRE PAGE 6

**Prières aux heures officielles
Du 1er au 06 Juin 2022**

Lever du soleil:

06h 18mn

Coucher du soleil:

17h 49mn

Fadjr : 05h 07mn

Dhouhr : 12h 08mn

Ansr : 15h 04mn

Maghrib: 17h 52mn

Incha: 19h 06mn



POLITIQUE

Le parti Orange a mis en place sa toute première coordination des femmes

Après la mise en place la semaine dernière du comité des notables du parti chargé de sensibiliser les militants du parti sur la préservation nos coutumes et nos traditions, vendredi 27 mai dernier a eu lieu à Démbeni la mise en place de la coordination des femmes du Parti Orange. Cette instance est la première du genre au sein de la formation politique.



Une coordination des femmes pour faire la promotion de la femme. Dans un premier temps, le parti Orange jette ses forces dans le Mbadjini pour la cause de la femme. C'est dans cette région du sud de Ngazidja que le parti de l'ancien ministre de l'intérieur a décidé d'implanter sa toute première

coordination des femmes. C'est madame Moinahédji qui a été nommée coordinatrice de la région. «

Cette activité entre dans le cadre de son programme de réorganisation et de restructuration du parti notam-

ment en renouvelant les membres des structures, et elle s'inscrit, également, dans la dynamique de la promotion de la femme en politique. La conviction de notre parti est qu'aucun pays ne peut prospérer sans l'implication pleine et entière des femmes dans la prise des décisions et que cette implication est la garantie de meilleures performances », devait-elle montrer.

En effet, pour la formation politique de Mohamed Daoudou, le paysage politique change dans le monde et « Orange ne peut être en marge » de cette importante mutation. « Cette évolution de notre mouvement est en parfaite adéquation avec une gestion moderne des affaires et va dans le sens d'une résolution des problèmes de sous-représentation,

celui du rétablissement de l'équilibre et donne, ainsi, aux femmes plus d'opportunités et de possibilités de s'exprimer au profit de toute la nation », renchérit Madame Moinahédji.

La coordinatrice est persuadée que pour Orange, « les partis politiques restent l'une des principales entités à travers lesquelles les citoyennes et les citoyens peuvent émettre leurs avis, et aider au choix démocratique des représentants du peuple au niveau de toutes les institutions à tous les niveaux ». Une ambition qui a obtenu le soutien sans faille de Marima Mbalia, adjointe au maire de la commune de Sembeno.

Nassuf Ben Amad

SANTÉ BUCCO-DENTAIRE DES ENFANTS

Le Représentant de l'OMS à Anjouan

Le Représentant de l'OMS aux Comores, Dr Abdoulaye Mamadou Diarra accompagné de son équipe, a entamé le lundi 30 mai 2022, une visite sur l'île d'Anjouan. L'objectif était d'observer, s'enquérir des réalités sur le terrain et découvrir le paysage socio-scolaire dans lequel s'inscrit le projet de santé "Amélioration de la santé bucco-dentaire auprès des filles et garçons des écoles primaires publiques des quartiers vulnérables de Chiwé, Sangani et Chitsangani".

Dans un premier temps, il a visité l'école primaire de Pagé, dans le cadre d'une opération de consultation bucco-

dentaire, et par la suite, il s'est rendu au siège de l'ONG ADDE, où l'état des avancements des activités du projet lui a été présenté. Il s'est dit très honoré, a exprimé sa satisfaction, et n'a pas manqué de remercier et féliciter l'ONG ADDE, ainsi que tous les collaborateurs du projet à savoir, la mairie de Mutsamudu, les autorités locales, les médecins de l'équipe projet, les directeurs des écoles primaires, pour leur engagement et leur disponibilité dans l'élaboration et la mise en œuvre du projet, dont le slogan est : "Tseha, nuhone ya magno" (Ris pour que j'observe tes dents).

Il a ensuite rassuré les acteurs du projet sur la disponibilité et l'engagement de l'OMS à accompa-



Au centre le Dr Diarra.

igner l'ONG ADDE et ses partenaires dans l'accomplissement de ses tâches. Rappelons que l'objectif global de ce projet mené par l'ONG

ADDE en collaboration avec la Commune de Mutsamudu, vise à assurer de manière participative et inclusive l'amélioration de la santé

bucco-dentaire chez les enfants âgés de 3 ans à 10 ans, des écoles primaires publiques de Chiwé, Sangani et Chitsangani qui accueillent principalement les élèves des quartiers de Chitsangani, Lazari, Pama, Minadzini, Goungwamé, Chiwé, Magombeni, Dar-Saanda, Hombo, Sangani et Dindrihari.

L'ADDE a été fondée en 2002, par des personnes ressources humaines intervenant à l'échelle nationale de divers domaines de compétences. Elle intervient dans trois domaines principaux dont l'initiative ville durable, l'Adaptation au changement climatique des communautés rurales, Santé et Environnement.

Mmagaza

ENVIRONNEMENT

Une mission de l'UE en visite au parc national de Mohéli

Ce vendredi 27 mai 2022 dans les locaux de son siège de Nioumachoi, le parc national de

Mohéli (PNM) a reçu des experts de l'Union européenne, en mission de formulation du

programme « pacte vert et bleu ». Ces experts sont allés à la rencontre des communautés pour échanger et recueillir des informations.

Le futur programme Pacte vert et bleu et approche territoriale vont s'intéresser à divers secteurs, en l'occurrence l'agriculture, la pêche, le tourisme, etc. Cette approche intersectorielle s'oriente vers un développement durable des communautés dans un environnement sain autour des écosystèmes et des éléments de la biodiversité résilients face aux effets du changement climatique.

Axé sur la conservation de la

biodiversité et surtout, sur l'appui au développement social et local, le programme cherche à se focaliser sur des espaces assez limités et variés, pour entreprendre un maximum d'actions avec une synergie globale intégrant villages, communes, intercommunalités, aires protégées, bassins versants, etc.

La présente mission a donc comme principal objectif de rencontrer le parc national de Mohéli et les autres partenaires, mais encore et surtout d'identifier les sites éventuels d'intervention du programme. En compagnie des cadres du PNM les experts de l'UE sont allés à la rencontre des communautés pour échanges et

recueil d'informations. L'UE compte de toute évidence s'appuyer sur le PNM pour pouvoir cerner les contours essentiels et les zones ou sites prioritaires d'interventions pour pouvoir bien cadrer les actions du futur programme.

La direction du parc national de Mohéli encourage cette initiative, félicite et remercie en même temps l'UE et l'ensemble des experts qui ont fait le déplacement à Mohéli, et espère une suite favorable pour la suite, avec des résultats positifs et pleins succès dans la durée.

Riwad



Viste des expert UE à MOhéli.

HAUSSE DES PRIX À LA POMPE :

La FCC réclame «des mesures urgentes d'accompagnement»

Suite à la hausse des prix des carburants, la Fédération comorienne des consommateurs formule une demande pour le moins légitime : celle d'appeler les autorités à prendre des mesures urgentes d'accompagnement « pour la survie de la population ».

Face à la hausse des prix à la pompe, suivie par la hausse des frais des transports et de

la baguette de pain pour ne citer que ceux-là, la fédération comorienne des consommateurs réclame des mesures urgentes d'accompagnement. « Les prix vont doubler et le pouvoir d'achat du comorien est encore maigre pour supporter le coût. Rien n'a été fait pour le citoyen lambda qui peine à trouver de quoi mettre sous la dent. Il n'y a eu aucune préparation des comportements », réagit sa présidente

Nasra Mohamed Issa.

Maintenant que la décision est prise, quelles mesures d'accompagnement ? Comment les autorités vont-elle procéder ? Telles sont les questions que se pose la FCC. « Le gouvernement doit à tout prix prendre des mesures urgentes d'accompagnement car elles s'imposent », réitère Mme Nasra qui préconise par exemple « la hausse des salaires ». La présidente de la FCC semble

s'être inspirée de nos voisins malgaches où le chef de l'État Andry Rajoelina a décrété une hausse des salaires aussi bien dans le public que dans le privé pour faire face à l'inflation galopante.

Rappelons que le gouvernement a décidé lundi soir la hausse des prix des produits pétroliers. Le prix du litre d'essence passe de 600Fc à 750Fc, le gazole de 450Fc à 650Fc tandis que le pétrole lampant passe

de 250Fc à 350Fc le litre à la pompe. Dès le lendemain matin, les chauffeurs de taxi et du transport en commun ont augmenté les frais chacun à sa guise. Une anarchie sans doute due au manque d'encadrement des prix dans ce secteur où les répercussions de la hausse du prix à la pompe sont inéluctables. La FCC appelle à juste les autorités à s'y intéresser.

Andjouza Abouheir

HAUSSE DE PRIX DU CARBURANT

Les comoriens se réveillent avec une anarchie des prix

Le gouvernement comorien vient d'annoncer la hausse des prix du carburant. Le pétrole lampant passe de 250 FC à 350 FC, le gasoil de 450 FC à 650 FC et l'essence de 600 FC à 750 FC. Une hausse qui va impacter le quotidien du Comorien. Et en se réveillant ce mardi, c'est le prix du transport en commun qui monte en flèche dans la capitale mais aussi le prix du pain.

La vie du Comorien devient de plus en plus chère chaque jour. Et la hausse des prix des produits pétroliers vient d'apporter un coup de massue. Dans la soirée du lundi dernier, le gouvernement comorien a annoncé la hausse des prix à la pompe. Le pétrole lampant passe de 250 FC à 350 FC, le gasoil de 450 FC à 650 FC et l'essence de 600 FC à 750 FC. Une hausse qui va encore rendre difficile la vie des citoyens. Au lendemain de cette hausse, les Comoriens se réveillent avec une anarchie des prix, notamment les frais de transport en commun. Chacun fixe son tarif comme

ça lui chante. Les frais du taxi en ville varie de 200 à 400 FC. « J'ai pris un taxi ce matin de Magoudjou à la Chambre de Commerce, j'ai payé 200 FC. Une chance pour moi sachant que les prix ont augmenté mais aussi, le bon cœur du taximan », avance Mohamed Ibrahim. Un autre qui a fait un peu plus court que cela a payé plus que lui. « J'ai arrêté le taxi, je suis monté et je suis descendu. Et après j'ai donné au taximan 500 FC, il m'a rendu 250 FC. J'ai trouvé cela abordable vu la hausse des prix », explique un enseignant qui partait de Badjanani vers le Lycée Said Mohamed Cheikh.

D'autres taximan vont jusqu'à faire payer 350 FC. « J'étais à Zilimadjou et je me rendais au petit marché de Moroni. Je suis descendu et j'ai payé au taximan qui m'a rendu 150 FC. Et je lui ai demandé s'il ne s'est pas trompé et il a répondu non », témoigne Abdou Fatoumia. Pire encore, d'autres vont jusqu'à 400 FC dans la capitale. « J'ai pris un taxi de Zilimadjou à Volo-Volo et j'ai payé 400 FC. C'est l'anarchie », lance cette femme de la quarantaine. En



dehors de Moroni, certains usagers étaient prêts à rester chez eux. « J'ai arrêté plusieurs taxi et m'ont dit qu'on doit avoir 500 FC pour aller à Moroni », dit une femme de Mde, avant d'ajouter que « nous on payait 250 et nous demander de payer 500 FC, c'est trop ».

A part les frais du transport en commun, c'est le prix du pain qui augmente au bon matin de ce lundi.

Le demi-pain qui se vendait 75 FC passe à 100 FC. La baguette qui se vendait 150 FC est passée à 200 FC. « Comme d'habitude, le matin j'allais chercher le pain. Et j'ai pris 5 demi-pains et on m'a lancé directement que le prix a déjà augmenté. Ça vous fera 500 FC. Je n'avais plus le choix », avance Abdillahi Youssouf. Et ce n'est pas tout, le comorien doit s'attendre à une hausse majeure de

certain produits. « Depuis hier que j'ai entendu l'annonce de la hausse du prix, je me demande comment nous allons vivre. C'est très difficile, la vie se complique tous les jours. Surement les pêcheurs vont augmenter le prix du poisson. Bien sûr les commerçants vont répercuter la hausse à leur tour sur les produits alimentaires. Comment je peux m'en sortir avec un salaire misérable alors que j'ai une famille à nourrir. Le pire dans tout ça aucune mesure d'accompagnement n'a été mise en place par le gouvernement », lance un enseignant. Et d'ajouter que « les ministres ont des tickets de carburant, dotation de crédit et des grosses indemnités ainsi que d'autres privilèges. Là tout va bien pour eux. Nous sommes au courant que partout dans le monde, le prix de carburant a augmenté mais, ces pays ont mis en place des mesures d'accompagnement. Prenons l'exemple de notre voisin Madagascar, le président a augmenté les salaires des petits fonctionnaires. Ici on ne sait pas copier ».

Nassuf Ben Amad

JOURNÉE SANS TABAC :

Le pays s'engage dans la lutte contre le tabagisme

La journée internationale sans tabac a été célébrée hier 31 mai dans le pays. Cette journée met en lumière entre autres les risques du tabac mais aussi de renforcer le plaidoyer et la mobilisation sociale autour des stratégies de lutte contre le tabagisme.

Comme chaque 31 mai, le monde entier célèbre la journée internationale sans tabac et le pays ne fait pas exception. L'association comorienne anti-tabac en partenariat avec l'ambassade de l'Arabie saoudite a organisé une cérémonie hier lundi à Moroni. Cet événement a vu la présence du secrétaire adjoint du ministère de la santé, le représentant de l'ambassadeur de l'Arabie Saoudite Nayif Aldjahid, la représentante du représentant de l'Oms Dr Hissane Abdou Bacar. L'objectif de cette journée est de renforcer le plaidoyer et la mobilisation sociale autour des stratégies de lutte contre le tabagisme. Chaque année dans le monde, environ 1,2 millions

de non-fumeurs décèdent des suites de l'exposition à la fumée de tabac. « Le tabac est une menace pour l'environnement », est un thème qui vise à mettre en évidence l'impact environnemental de l'ensemble du cycle du tabac, depuis la culture, la production et la distribution jusqu'aux déchets toxiques.

Dans son allocution, le secrétaire adjoint du ministère de la santé,

Ahmed Mohamed a expliqué que les Comores ont adhéré aux différents engagements internationaux et ont participé aux sommets mondiaux des chefs d'État et de gouvernement, et à toutes les initiatives internationales. « Ces engagements procèdent de la volonté des plus hautes autorités du pays de tout mettre en œuvre pour combattre ce fléau qui est devenu aussi un problème de développe-

ment. Cette volonté politique s'est traduite par l'élaboration des plans nationaux de lutte contre le tabagisme. Aujourd'hui, le chef de l'État et son gouvernement se sont engagés à arrêter complètement le tabac dans notre pays. Nous saluons les efforts du gouvernement pour traduire cette volonté en actions concrètes visant à stopper la consommation du tabac dans notre pays », avance-t-il.

De son côté, le président de l'association anti-tabac aux Comores, Mohamed Housseni Madi a salué les efforts des partenaires techniques et financiers pour l'appui indéfectible à leur cause. Le choix de l'université n'est autre que le témoignage que la population apporte à l'association et ce depuis 30 ans. Selon les statistiques mondiales, plus 8 millions de personnes meurent à cause du tabagisme. Dans ce lot figure 1 million 700 fumeurs passifs. Plus de 1 milliard de la population mondiale fument actuellement et 60% des fumeurs ont manifesté l'intérêt d'arrêter de fumer, les 30% y arrivent et

les autres n'ont pas les moyens. « Ce qui nous a poussé, nous association comorienne anti-tabac de faire des Comores sans tabac notre priorité. Il y a des années, des cérémonies coutumières, il y avait un évènement dénommé la cigarette, aujourd'hui il y a des villages qui ont interdit cette manifestation et c'est un geste salutaire. Nous sommes la aujourd'hui pour solliciter les jeunes universitaires à se joindre à notre cause pour mener à bien notre mission. Surtout de donner les moyens à ceux qui ont manifesté la volonté d'arrêter », dit-il.

Cependant, il est à rappeler que dans le pays, le chemin est encore long, car pour y parvenir, il va falloir miser sur la sensibilisation, sur l'éducation des plus jeunes, la sensibilisation du changement social, l'implication des gouvernants et l'engagement communautaire sur la prévention et les risques de la cigarette, etc.

Andjouza Abouheir



TRIBUNE

De telles décisions creusant davantage les inégalités sociales

Le COMRED dénonce avec fermeté l'amateurisme et l'irresponsabilité des autorités caractérisés par l'improvisation des mesures qu'elles ont prises. Un arrêté interministériel qui veut montrer la gravité de la situation mais qui comme toujours ressemble à une sanction adressée aux plus faibles.

Certes, la hausse des tarifs pétroliers était attendue dans un contexte de crise économique causée par les effets d'une crise sanitaire qui a mis mal une bonne partie de l'économie mondiale, par la Guerre en Ukraine qui a créé un effet domino, inéluctable et fatal pour des économies comme la nôtre.

Certes le gouvernement dit avoir retardé l'échéance. Mais le constat est sans appel la réponse à cette crise est faible, mal préparée, mal outillée. Et indubitablement les autorités sont dans l'impossibilité d'apporter le soutien néces-



saire à l'économie comorienne. Le bien être des Comoriens est de nouveau mis à l'épreuve.

Si l'augmentation était donc prévue il faut cependant s'inquiéter des lourdes conséquences sur la vie de nos familles. La précarité qui va s'accroître et détruire des emplois. Le coût de la vie qui va être impacté, l'énergie qui va fortement augmenter, elle qui était

une des plus chères de la région de l'Afrique de l'Est et de l'Océan Indien. SONELEC déjà exsangue va finir d'achever le pouvoir d'achat des Comoriens en appliquant cette augmentation.

Et une question se pose pourquoi une hausse aussi vertigineuse faisant passer les 10 litres de gasoil de 4500 à 6500 soit une hausse de 44% et les 10 litres

d'essence de 6000 à 7500 francs. ?

Alors que les salaires stagnent et que tous les produits augmentent. Huiles, sucres, œufs, beurres, cette annonce est une terrible sanction envers la population. De revenus intermédiaires annoncés hier en grande pompe, le pouvoir sans aucune vision, ni volonté de protéger la Nation par son manque d'anticipation va achever le moral et le portefeuille des Comoriens.

Ce matin le taxi est à 350 FC à Moroni, le pain à 100 francs et la grande baguette à 200 frs. C'est l'anarchie des prix et le ministre qui hésite a annoncé les discussions en cours avec USUKANI WA MASSIWA. Déjà, certains taximen fixent le tarif à 500 profitant de ce vide sidéral de l'État.

Et bientôt, cette crise va s'étendre à tous les produits de première nécessité et les produits carnés seront directement impactés. Une crise énergétique s'ouvre combien sera vendu le kilowatt

heure facturé actuellement 132 frs ?

L'État a reporté des mois durant cette hausse craignant un soulèvement durant le mois de Ramadan. Il aura manifestement géré ce temps sans aucune véritable stratégie et avec une navigation à vue qui laisse pantois.

Que faut-il faire ? A ces réponses, à ces crises économiques il faut une nouvelle politique économique et sociale révolutionnaire et adaptée aux réalités. Il faut impliquer davantage le citoyen. Lui permettre de s'enrichir et non de l'appauvrir chaque jour davantage avec de telles décisions creusant davantage les inégalités sociales.

Le COMRED sera à même d'apporter des éléments de réponse dans son projet et en prévision d'une alternance démocratique et République irréversible car attendue et voulue par la population.

IMPÔTS

L'AGID envisage de mettre en place le Dossier Fiscal Unique (DFU)

Dans l'objectif de redynamiser et de renforcer les liens de confiance avec ses contribuables, l'administration générale des impôts et domaines (AGID) veut pratiquer dès cette année le Dossier Fiscal Unique (DFU). Il s'agit dans ce processus de s'assurer sur l'exactitude des déclarations des contribuables et de les placer en situation égalitaire vis-à-vis de leurs obligations fiscales.

Depuis 2018, l'administration générale des impôts et des domaines (AGID) s'est lancée dans des activités de réformes depuis le service d'administration et la mise en place des systèmes facilitant les relations entre agents et contribuables de l'AGID. Lors de la cérémonie de remise du code général des impôts version 2022 organisée mardi dernier avec le Projet d'Appui à la Gouvernance Fiscale (PAGF), le patron de l'admini-

nistration fiscale Ahamada Sohir s'est réjoui des efforts fournis depuis sa prise de fonction en matière de collecte des impôts malgré les impacts du coronavirus « 5 283 649 649 kmf en 2017 à 10 576 961 016 kmf en 2021 de recettes globales ».

Et de poursuivre que l'AGID tend à utiliser cette année un dossier fiscal unique (DFU) dont les procédés de mise en œuvre ont déjà commencé depuis l'année dernière. Et d'annoncer également la pratique des nouveaux systèmes de réformes dans l'optique de faciliter le contribuable à travers le NOSYREG (Nouveau système de recouvrement Généralisé), le SYCARFO (Système de Catégorisation du Régime Forfaitaire), le système de SIGIT et la mise en place de la TVA en 2023.

Pour rappel, le patron de l'administration fiscale a expliqué que le nouveau code des impôts présenté dernièrement « figure dans la charte du contribuable qui consiste

à renseigner les contribuables sur leurs droits et obligations. La fiscalité comorienne repose sur un système déclaratif où le contribuable déclare son revenu librement ». Ce nouveau programme consiste à s'assurer dit-il, de l'exactitude des déclarations. L'administration fiscale peut réaliser des contrôles fiscaux appelés « vérification approfondie de comptabilité » qui d'après le patron du fisc, est une procédure inquisitoire et unilatérale ayant pour objectif de faire en sorte que tous les contribuables soient placés en situation égalitaire devant l'impôt. Et d'ailleurs le PAGF est financé par l'Agence française de développement (AFD) pour la redynamisation de la confiance entre l'AGID et ses clients. Pour eux, il s'agit de l'un des progrès avancés par l'administration fiscale dans l'ambition d'augmenter l'assiette fiscale.

Kamal Gamal



Ahamada Sohir DG AGID à gauche de la photo.



NATIONS UNIES
COMORES



AVIS DE RECRUTEMENT

ONU-Habitat recrute, dans le cadre de la mise en œuvre de la composante « renforcement du système urbain aux Comores » du Projet Post-Kenneth, un **consultant national, expert en politique urbaine et planification urbaine.**

Pour plus d'information, veuillez consulter le lien suivant :

https://inspira.un.org/psc/UNCAREERS/EMPLOYEE/HRMS/c/UN_CUSTOMIZATIONS.UN_JOB_DETAIL.GBL?Page=UN_JOB_DETAIL&Action=A&SiteId=1&JobOpeningId=181210&PostingSeq=1

La date limite de soumission est fixée au 07 juin 2022

Rectificatif

Dans l'article « une clinique mobile et des équipements médicaux remis à la DRS de Mohéli » paru dans La Gazette des Comores n°4135 du mardi 31 mai 2022, lire : une ambulance médicalisée, un don du Japon pour la structure sanitaire de Miringoni et une clinique mobile, un don du Japon et de l'UNFPA pour l'île.

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA SAGE-FEMME

Vers la mise en place de l'ordre des sages-femmes dans le pays

La journée internationale de la sage-femme célébrée le 5 mai de chaque année a été, aux Comores pour des raisons de calendrier, célébrée ce samedi 28 mai à Mohéli. Plusieurs personnalités politiques et autorités de la santé y ont pris part à la salle multifonctionnelle de Fomboni. La présidente de la FNASFC appelle au renforcement des formations et à la création de l'ordre des sages-femmes afin d'atteindre les objectifs qu'elles se sont fixés.

Le Ministre de la santé Loub Yakout Zaïdou, la représentante de l'UNFPA aux Comores Dr Edith Ouattara, celui de l'OMS Dr Diarra Abdoulaye et des autorités insulaires sanitaires et politiques se trouvaient ce samedi 28 mai parmi les sages-femmes du pays pour célébrer la journée internationale de la sage-femme. Le thème retenu cette année est « cent ans de progrès pour la sage-femme

». Une occasion pour la présidente du FNASFC (fédération nationale des associations des sages-femmes aux Comores) Fatima Halidani, de montrer le chemin parcouru par les sages femmes Comoriens lors de ces trente dernières années.

« Le métier de sage-femme est en pleine croissance aux Comores. C'est le fruit d'une évolution qualitative, c'est à dire à travers des connaissances, de réglementation, des échanges et quantitative puisque le nombre des sages-femmes aux Comores est passé de 3 sages-femmes aux années 70 à 600 en 2022 » précise-t-elle avant de poursuivre « les sages-femmes ont un rôle crucial à jouer pour que les femmes enceintes soient en bonne santé ». La présidente de FNASFC sollicite un renforcement des connaissances chez les sages-femmes afin de préparer des spécialistes, des conseillères ainsi que des enseignantes sages-femmes dans le pays. « Nous sollicitons également auprès du gouvernement la créa-



tion de l'ordre des sages-femmes afin de valoriser ce métier noble » plaide Fatima Halidani.

Les Comores, pour rappel, comptent 161 sages-femmes titulaires d'une licence professionnelle en soins obstétricaux, provenant de l'école de santé et médecine des Comores. Actuellement les maternités du pays emploient plus de

500 sages-femmes dont 60% sont des volontaires. Selon la représentante de l'UNFPA aux Comores, le métier de la sage-femme est en pleine croissance aux Comores. « En 2016 nous avions 216 médecins généralistes dont 20% travaillaient seulement dans le domaine de la santé maternelle, néonatale et infantile. Actuellement il faut pen-

ser à la spécialisation des médecins car chaque année, le nombre des médecins généralistes et sages-femmes augmentent mais d'ici quelques années le pays aura besoin autant des spécialistes que des généralistes » a-t-elle indiqué.

Riwad

VACCINATION DES 12-17 ANS

En 15 jours, 63,9% de la cible est déjà vaccinée à Anjouan

La campagne de vaccination des enfants va bon train dans les districts de santé de l'île d'Anjouan en général. Les parents sont mieux sensibilisés et

mobilisent leurs enfants pour se vacciner sans tarder, dans les sites de vaccination et les milieux scolaires. Seul le district de Ouani connaît un opération au ralenti.

Au total 34 298 sur 53 666 enfants sont vaccinés en 15, soit 63,9%.

La campagne de vaccination a été lancée depuis le 16 mai dernier dans les trois îles. Et les résultats sont plutôt encourageants. Après 15 jours de vaccination à Anjouan, le ministère de la santé annonce la vaccination de 34 298 sur 53 666 enfants en 15 jours, soit 63,9%. La ministre de la santé, Loub Yakout a appelé hier mardi aux acteurs d'accentuer la sensibilisation. « Certaines familles sont toujours réticentes à l'idée d'envoyer les enfants se vacciner. Nous devons vraiment pousser les enfants à


se vacciner », lance-t-elle.

A Mutsamudu, des parents interrogés par nos soins ont montré leur volonté manifeste de vacciner leurs enfants au lieu d'écouter les rumeurs. « Moi, j'ai vacciné mes trois enfants, après avoir suivi une intervention du docteur Ali Baba à la Radio. Dans une telle situation, seuls les médecins donnent des directives », souligne une mère de famille appuyée par une autre qui dit que « lors de Sinopharm, on a entendu beaucoup de mensonges et des rumeurs. Des fausses propagations contre le vaccin, mais, on s'est vacciné et on est toujours là en forme ».

Pour le district d'Ouani, on constate une lenteur. « On sent une lenteur dans les périphériques, comme Gnatranga », annonce le docteur Kazmir Kamar. Malgré ce propos, on constate que selon le bulletin de lundi dernier, Ouani a vacciné 61% de la cible alors que Domoni a fait 42% et occupe la dernière place. À noter qu'en pourcentage, c'est Mremani qui est en tête de peloton avec 90,18%. Il a pu vacciner 9675 sur 10 729 enfants cibles.

Nabil Jaffar





CORPS DE LA PAIX AUX COMORES

APPEL D'OFFRES

Suivi des entretiens et réparations des installations de plomberie dans les bureaux et les résidences du Corps de la Paix aux Comores

Le Corps de la Paix Américain a l'intention d'offrir un contrat à prix ferme pour l'entretien et la réparation des installations de plomberie dans ses résidences et bureaux. Les fournisseurs intéressés doivent soumettre une proposition pour les services décrits dans cet appel d'offres.

Toutes les propositions doivent être reçues au plus tard le vendredi 17 Juin 2022, à 11h30. Les propositions, les demandes de visites des sites et toute autre question doivent être soumises par email : PCComoros@peacecorps.gov. Aucune soumission en retard ne sera acceptée.

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
 Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
 Toufé Maecha
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 A.O. Yazid
 Andjouza Abouheir
 Nassuf Ben Amad

Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
 Riwad
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Said Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45

FOOTBALL

J-2 Coelachantes contre Lesotho

Les préparatifs du match comptant pour les éliminatoires de la CAN 2023 entre les Coelacantes et le Lesotho battent leur plein. À 2 jours de la rencontre, la fièvre commence peu à peu à monter dans les rues de la capitale malgré la dureté de la vie.

Nul n'est à l'abri d'un quelconque dysfonctionnement, surtout dans l'organisation des événements sportifs qui doivent accueillir beaucoup de monde. Les récents débordements lors de la finale de la ligue des Champions en Europe sont là pour nous le rappeler. Malgré les précautions, personne ne peut échapper à l'imprévu. C'est en tout cas le message que la Fédération de Football des Comores semble envoyer à l'endroit des soutiens des Coelacantes. « Les travaux des vestiaires sont presque déjà finis. Nous sommes entrain de voir les derniers aménagements pour être prêts le jour J », confie le président de la FFC lors d'un bref entretien téléphonique. Il est revenu aussi sur l'histoire des sièges dans les gradins. « Nous allons accueillir les supporters en fonction des sièges déjà existants, en plus de ceux qu'on est entrain de poser. Nous espérons que d'ici les matchs contre



Entraînement Coelacantes.

la Cote d'Ivoire et la Zambie à domicile, on va tout mettre en place pour que le maximum de supporters puisse avoir accès au terrain », annonce-t-il.

Celles qui apparaissent comme étant des mesures de restrictions ne

sont rien d'autres que les recommandations de CAF en matière de sécurité compilées dans un document spécial. Intitulé règlement de la CAF sur la sûreté et la sécurité, ce document met en avant les mesures à prendre pour mieux sécuriser

les stades. Des dispositions des sièges (un supporter, un siège) à la séparation des foules avant et après les rencontres. Sur les tribunes on retrouve ces mêmes recommandations dans le règlement des terrains de la FIFA « suivant les dispositions

légal, seules les places assises individualisées sont autorisées en tribunes (les places debout sur gradins sont interdites) titre 5 article 32.

S'agissant des personnes ayant accès directement (joueurs, officiels CAF, photographes, médecins...) à la pelouse ou aux alentours directs, là aussi les directives sont claires selon le président de la FFC. « Ce n'est pas nous qui avons inventé la roue, souligne le président Said Ali. À part la vaccination, le test PCR est obligatoire comme préconisé dans le protocole sanitaire de la CAF ».

Dans le chapitre 13 dit organisation des tests, il est bien spécifié que « le test PCR obligatoire doit être effectué au plus tôt 48h avant que les participants au match n'accèdent au stade ». Sur l'organisation de la rencontre, les officiels (commissaire et arbitres) sont attendus pour au plus tard ce jour. Le commissaire au match de nationalité somalienne est déjà sur place de hier après midi. Les arbitres malgaches seront quant à eux dans nos murs des aujourd'hui.

AS Badraoui



Mars 2019

Formulaire « Achats & subventions »

Avis AVIS DE MARCHÉ

Contexte

Expertise France est l'agence française de coopération technique internationale. Elle conçoit et met en œuvre des projets destinés à contribuer au développement équilibré des pays partenaires, conformément aux objectifs de développement durable (ODD) de l'Agenda 2030 et aux priorités de l'action extérieure de la France. La mission d'Expertise France est de répondre à la demande de pays partenaires qui veulent renforcer la qualité de leurs politiques publiques pour relever les défis environnementaux, sociaux, économiques ou sécuritaires auxquels ils sont confrontés. Pour cela, l'agence mène des projets dans les principaux domaines de l'action publique :

- Gouvernance démocratique, économique et financière.
- Paix, stabilité et sécurité.
- Développement durable, climat et agriculture.
- Santé et développement humain.

Le Plan de développement France-Comores (PDFC) a pour finalité d'agir sur les principaux déterminants économiques et sociaux des mouvements de population entre les Comores et Mayotte, par des actions de coopération d'envergure, contribuant à réduire les écarts de développement dans l'archipel et à stabiliser les ressortissants comoriens au sein de leur communauté.

Le Projet Komor Initiative, dont la mise en œuvre est confiée à

Expertise France, s'inscrit dans le Plan de développement France-Comores. Il a pour objectif d'appuyer la formation et l'insertion professionnelle en Union des Comores.

C'est dans ce cadre-là que le projet a besoin d'élaborer sa stratégie de communication à déployer.

Titre (court) : Conception de la stratégie de communication du projet Komor Initiative

Adresse(s) mail de contact et de retrait du dossier de consultation: Log.comores@expertisefrance.fr

Objet : L'objet du projet de contrat porte sur la conception de la stratégie de communication du projet Komor Initiative telle que définie au cahier des charges (ref. doc) joint au dossier de consultation.

Type : Marché de services

Procédure : procédure adaptée (ouverte)

Date et heure limite de réponse (08/06/2022) 17 :00 (heure de Moroni)

Liste des documents joints